

**Aux adhérents de l'association,
Le conseil d'Administration d'APF France
handicap**

Paris, le 19 juin 2024

Madame, Monsieur, Chère adhérente, Cher adhérent,

Des circonstances exceptionnelles nous amènent à vous écrire alors même que vous venez de recevoir les documents pour préparer notre Assemblée générale du 29 juin prochain.

Vous le savez, des élections législatives anticipées auront lieu les 30 juin et 7 juillet prochains avec une forte probabilité de victoire des partis politiques d'extrême droite qui suscite une vive inquiétude et un large mouvement de mobilisation au sein du secteur associatif.

Face à cette situation, nous avons réuni le bureau de l'association, consulté les représentants des Conseils APF France handicap de département et de région et convoqué un Conseil d'administration exceptionnel mardi 18 juin.

En conscience et en responsabilité, nous avons ensemble décidé de prendre position contre l'extrême droite : les valeurs portées par ces partis et ces élus menacent nos valeurs associatives de solidarité et de justice sociale, de respect de l'autre quel qu'il soit, et nos actions de défense des libertés et droits fondamentaux.

Oui, notre position est politique et engagée comme l'est, depuis toujours, notre association.

Car APF France handicap n'est pas apolitique, notre charte affirme qu'elle est « *indépendante de tout parti politique* » ce n'est pas la même chose. L'apolitisme signifie ne pas faire de politique au sens de ne pas se mêler des affaires de la « cité ». L'indépendance est le fait que nous ne dépendons d'aucun parti politique et d'aucune religion.

Nous devons donc à la fois affirmer nos valeurs et défendre notre indépendance, ce que nous avons toujours fait !

Notre histoire-même le prouve. Lors d'épisodes douloureux de l'Histoire de France comme la seconde guerre mondiale, notre association n'a pas hésité à manifester son mépris pour les autorités d'occupation et leurs politiques mortifères et à exprimer sa solidarité pour les prisonniers en Allemagne.

Notre projet associatif est politique et engagé : il porte un projet de société inclusive et de lutte contre toutes les discriminations, car une injustice faite à une seule personne est une menace faite à toutes.

Tous les jours, nous posons des actes politiques et engagés en représentant les personnes en situation de handicap et leurs familles, en défendant leurs droits, en portant des positions et des revendications auprès des pouvoirs publics, en offrant un accueil inconditionnel dans nos délégations...

L'un des buts de notre association, précisé dans nos statuts, est la lutte contre les discriminations, que ces discriminations soient fondées sur la situation de handicap, l'origine, la religion, la culture, le genre, l'orientation sexuelle ou encore la situation sociale.

Tout projet politique qui vise au rejet de l'autre, quel qu'il soit, est donc incompatible avec nos valeurs et menace notre projet de société inclusive. Nous ne pouvons pas rester silencieux.

C'est fidèle à notre histoire, à nos valeurs, à notre charte et à nos statuts, que nous prenons position contre l'extrême droite. Nous sommes conscients que cette position peut susciter des débats et des questions, c'est pourquoi nous avons tenu à l'expliquer plus longuement dans les lignes qui suivent.

Le droit de vote est une liberté fondamentale de chacune, chacun. Toutefois, en tant qu'association de défense des droits des personnes en situation de handicap et de leurs proches, il est de notre devoir de vous partager notre alerte des risques encourus si l'extrême droite arrivait au pouvoir.

Nous savons les difficultés et obstacles incessants rencontrés dans la vie quotidienne, les injustices, la pauvreté, l'inaccessibilité...

Nous comprenons la révolte, la colère, la détresse face aux gouvernements qui se sont succédés jusqu'à présent, sans agir véritablement pour améliorer notre quotidien, sans écouter véritablement les difficultés rencontrées par beaucoup d'entre nous.

Nous comprenons le sentiment d'être laissés pour compte, la frustration face à un pouvoir politique descendant, parfois méprisant, imposant des mesures aggravant la précarité et les inégalités.

Nous comprenons la peur du lendemain et la tentation de se « désolidariser », de ne penser qu'à soi et à ses proches, de se protéger de la brutalité du monde.

Nous entendons la volonté de sanctionner celles et ceux qui n'ont pas été à la hauteur.

Pour autant, parmi les choix de société qui s'offrent à nous avec ces nouvelles élections, nous sommes convaincus que ceux portés par l'extrême droite sont dangereux et portent des maux qui viendraient indubitablement s'ajouter aux précédents sans en résoudre aucun.

Contrairement à certaines idées reçues, l'extrême droite ne soutient pas le progrès social.

L'expérience récente dans des pays d'Europe à l'image de l'Autriche et de la Hongrie montre la mise en place systématique de mesures discriminatoires, de restrictions des libertés publiques, de baisse des financements des associations ou ONG (ou la conditionnalité des aides à se plier aux conditions et critères préférentiels de ces nouveaux gouvernements), ou encore de réduction des politiques sociales et de solidarité et de casse des services publics.

En 2023, les députés d'extrême droite ont par exemple voté contre l'augmentation du Smic, contre l'indexation des salaires sur l'inflation, contre le gel des loyers, contre le rétablissement de l'Impôt de solidarité sur la fortune. À la même période, ils se sont abstenus sur la création d'une garantie d'autonomie pour les étudiants ou sur la revalorisation des minima sociaux au niveau du seuil de pauvreté.

Dans les villes où l'extrême droite est arrivée au pouvoir, on a pu constater une baisse du nombre d'agents municipaux ou encore la diminution voire la suppression de structures d'aides sociales et de services à la population, une baisse des subventions au secteur associatif, à la culture, à l'éducation, des prises illégales d'intérêts et du favoritisme. La liberté d'expression et d'opinion, la démocratie ont été fortement entravées.

L'extrême droite porte en réalité une politique visant au dé-financement de la protection sociale et des services publics, et une politique contraire aux droits humains, xénophobe et d'exclusion.

Alors aujourd'hui, chacune, chacun, est responsable de ses choix. Des choix qui impacteront la société dans laquelle nous vivrons demain toutes et tous ensemble.

Notre conviction profonde est qu'une société inclusive, juste et solidaire ne peut se construire au détriment des autres, en opposant les populations les unes aux autres.

Une société juste et solidaire ne peut se construire sans la garantie de la liberté d'expression, le respect de la démocratie et la défense des droits sociaux des personnes en situation de handicap et de leurs proches.

Notre conviction est qu'il n'existe aucune victoire définitive, aucun progrès durable pour les droits des personnes en situation de handicap si, dans le même temps, il n'y a pas de progrès pour les droits humains et l'égalité de dignité de toutes et tous.

Et parce que nous nous battons pour être des citoyennes et citoyens à part entière, nous vous incitons fortement à aller voter les 30 juin et 7 juillet en mesurant la gravité exceptionnelle de cet acte au regard des valeurs républicaines et du respect impérieux des droits fondamentaux de chacune et chacun en France.

Avec toute notre solidarité associative,

Pascale Ribes,
Présidente pour le Conseil d'administration d'APF France handicap



Vous trouverez l'ensemble des éléments d'informations, des outils (pour voter, pour communiquer), des argumentaires, les appels inter associatif auquel nous nous sommes joints sur la page suivante du site Actions politiques de l'association : <https://actionspolitiques.apf-francehandicap.org/legislatives2024>